

Overwegende dat de overeenkomst die op 26 juli 2012 tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en Télé MB werd gesloten, op 1 januari 2013, voor een periode van 9 jaar, in werking treedt;

Overwegende dat de duur van die overeenkomst in overeenstemming moet zijn met de periode gedurende welke de lokale televisie de vergunning geniet;

Op de voordracht van de Minister van Audiovisuele Sector;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De vereniging zonder winstoogmerk TVRC Mons-Borinage, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 7000 Bergen, Carré des Arts, rue des Soeurs Noires 4 A, hierna Télé MB genoemd, krijgt de vergunning als lokale uitgever van openbare dienst voor televisie-omroep, voor een periode van negen jaar vanaf 1 januari 2013, voor het volgende zendgebied : de gemeenten Aiseau-Presles, Beaumont, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchappelle, Gerpinnes, Ham-sur-Heure/Nalinnes, Les-Bons-Villiers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Pont-à-Celles, Seneffe, Sivry-Rance en Thuin.

Art. 2. De vervaldag van de vergunning, uitgereikt aan Télé MB op grond van het decreet van 17 juli 1987, wordt op 31 december 2012 vastgesteld.

Art. 3. De Minister bevoegd voor de audiovisuele sector wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 maart 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203200]

24 AVRIL 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions relatives à l'agrément des centres de formation pour les indépendants et petites et moyennes entreprises et de leur directeur de centres

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret du 18 décembre 1995, modifié par l'avenant du 4 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003, articles 16 et 22;

Vu le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, modifié par les décrets du 22 juillet 2010 et du 30 mai 2013, articles 2, 12°, 5, 21 et 22;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément du directeur de Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 28 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément des centres de formation permanente des classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2013;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie n° A.1.151, donné le 18 novembre 2013;

Vu l'avis n° 54.943/2 du Conseil d'Etat, donné le 17 février 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :

1° le « décret » : le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

2° l'« Institut » : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises constitué en vertu du décret;

3° le « Ministre » : le Ministre de la Formation;

4° le « centre » : le centre tel que défini à l'article 2, 12°, du décret;

5° le « directeur » : la personne chargée d'assurer la direction du centre agréée par le Ministre selon la procédure prévue à l'article 18;

6° l'« accord de coopération » : l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

7° l'« arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut de formation en alternance des indépendants et des petites et moyennes entreprises.

Art. 3. Le Gouvernement peut, aux conditions prévues par ou en vertu du présent arrêté et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, agréer des centres sur la proposition de l'Institut et leur octroyer, pour la réalisation de leurs missions, des subventions.

CHAPITRE II. — *L'agrément des centres*

Section 1^{re}. — Conditions d'agrément

Art. 4. En application de l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, du décret, le centre agréé répond aux conditions suivantes :

1° conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, de l'accord de coopération, être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif conformément aux dispositions de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

2° avoir conclu avec l'Institut une convention bilatérale telle que visée à l'article 21, § 2, du décret afin de s'inscrire dans le réseau IFAPME tel que défini à l'article 2, 10°, du décret;

3° adopter des statuts qui prévoient au minimum :

a) les éléments visés à l'article 2 de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

b) dans les cas où les statuts prévoient que le conseil d'administration est autorisé à déléguer certains de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs individuellement ou collégalement, une disposition précisant les missions confiées;

c) l'affectation du patrimoine en cas de dissolution volontaire ou judiciaire dans le respect de l'article 14, § 5, de l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME;

d) dans la composition du conseil d'administration :

i. des représentants des professions différentes ou des groupes de professions différentes pour lesquels des activités de formation permanente sont régulièrement organisées dans le centre;

ii. des représentants d'organisations interprofessionnelles d'employeurs et d'indépendants représentés au sein du Conseil économique et social de Wallonie;

iii. des administrateurs choisis en fonction de leurs compétences;

e) conformément à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 4, de l'accord de coopération, dans la composition de l'assemblée générale, être ouvert :

i. aux organisations d'employeurs et d'indépendants représentatives dans une branche d'activité;

ii. aux groupements interprofessionnels, membres d'une fédération nationale interprofessionnelle répondant aux conditions fixées par ou en vertu des lois relatives à l'organisation des classes moyennes coordonnées le 28 juin 1979 et ses arrêtés d'exécution; 4°, être dirigé par un directeur agréé au terme de la procédure prévue à l'article 18.

Les représentants visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, d), i) et ii), ne peuvent pas détenir ni plus de 50 pour cent ni moins de 40 pour cent des mandats des administrateurs.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 3°, d), i) à iii), sont nommés, pour une durée de quatre ans, par l'assemblée générale à la majorité absolue des voix des membres présents, sur proposition des organisations professionnelles et interprofessionnelles. Pour être membre du conseil d'administration, il faut être âgé de moins de 68 ans au moment de la désignation par l'assemblée générale.

Le directeur du centre assiste avec voix consultative aux réunions auprès du conseil d'administration et auprès de toute autre instance statutaire à laquelle le conseil d'administration a délégué des pouvoirs.

Le centre peut être ouvert aux organisations syndicales.

Section 2. — Obligations liées à l'agrément

Sous-section 1^{re}. — Obligations pédagogiques

Art. 5. § 1^{er}. Dans la logique du réseau IFAPME, le centre contribue aux missions de l'Institut par l'organisation et la gestion de filières de formation en :

1° organisant les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre des filières de formation;

2° assurant l'encadrement et le suivi des apprenants inscrits aux cours;

3° organisant la promotion des filières de formation en veillant à assurer la cohérence avec les actions de l'Institut;

4° s'inscrivant dans les référentiels définis par l'Institut en cohérence avec ceux développés par le Service francophone des Métiers et des Qualifications visé par l'accord de coopération conclu le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications;

5° délivrant les attestations, certificats et diplômes relatifs à l'acquisition de compétences au terme des filières de formation, dans le respect des dispositions établies par le Gouvernement wallon et par la Communauté française concernant la délivrance de titres ou certifications.

Le centre peut exercer d'autres activités que celles visées à l'alinéa 1^{er} pour autant qu'elles soient compatibles avec son objet social et les missions qui lui sont confiées par ou en vertu de l'accord de coopération.

§ 2. Par année de formation, le centre consacre au minimum 85 pour cent de ses heures de cours à l'apprentissage, à la formation de chef d'entreprise et à la formation de coordination et d'encadrement.

L'Institut peut accorder, pour un temps d'une durée maximale d'un an, une dérogation au pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} moyennant décision motivée. Le Ministre peut définir les cas dans lesquels l'Institut peut autoriser le recours à cette dérogation.

§ 3. Le centre affecte, prioritairement, les ateliers aux activités de formation relevant des filières de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation de coordination et d'encadrement et ce, au prorata des activités de la formation.

§ 4. Le centre transmet, annuellement et par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, à l'Institut un plan stratégique global tel que visé à l'article 21, § 4, 4^o, du décret.

Le plan visé à l'alinéa 1^{er} contient :

1^o les orientations stratégiques du centre telle que déclinées en actions opérationnelles dans le cadre de la convention bilatérale conclue entre le centre et l'Institut et visée à l'article 21, § 2, du décret;

2^o les objectifs et moyens mis en œuvre pour s'inscrire dans les démarches de qualité fixées par l'Institut.

§ 5. Le projet pédagogique annuel visé à l'article 21, § 4, 5^o, du décret contient au minimum les formations à dispenser, une proposition du nombre d'heures y afférentes et leurs liens avec les perspectives du marché, l'adéquation de l'organigramme du personnel et des moyens matériels envisagés avec le projet pédagogique, le lien entre l'environnement global du centre et la dynamique du projet, la description des partenariats et les modalités d'évaluation du projet pédagogique. Le contenu du projet pédagogique est établi en lien avec la convention bilatérale visée à l'article 21, § 2, du décret conformément au modèle fixé par l'Institut. Le projet pédagogique est transmis annuellement à l'Institut par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi.

Sous-section 2. — Obligations comptables et financières

Art. 6. § 1^{er}. En application de l'article 21, § 5, alinéa 1^{er}, du décret, le centre transmet dans le mois qui suit la fin de chaque semestre civil le tableau d'état de sa trésorerie conformément à un modèle établi par l'Institut.

§ 2. Le centre tient sa comptabilité et établit ses comptes annuels dans le respect des modalités et procédures fixées par l'Institut. La comptabilité distingue les produits en fonction de leur source et leur nature.

En application de l'article 21, § 4, 1^o, du décret, le centre transmet à l'Institut les comptes annuels de l'exercice écoulé dans le mois qui suit son adoption par l'assemblée générale et, au plus tard, avant la fin du premier semestre de l'année qui suit cet exercice. Les comptes annuels contiennent un compte de résultat et le bilan au 31 décembre. Ils sont établis conformément au plan comptable-type repris en annexe 1^{re} de l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME.

Les comptes annuels du centre de formation font l'objet d'une certification par un Commissaire choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises.

§ 3. Le projet de budget tel que visé à l'article 21, § 4, 2^o, du décret, est transmis à l'Institut dans les soixante jours qui suivent le début de l'exercice budgétaire. Ce projet veille à détailler, sous la forme d'un tableau prévisionnel, les dépenses et recettes projetées durant l'exercice budgétaire selon le type de frais. Dans les trente jours qui suivent son adoption par l'assemblée générale, le budget est transmis à l'Institut.

§ 4. Le plan prévisionnel d'achats d'équipement tel que visé à l'article 21, § 4, 3^o, du décret est transmis avant la fin du mois de février de l'année concernée.

§ 5. Le recensement des ressources humaines tel que visé à l'article 21, § 4, 7^o, du décret est transmis avant la fin du premier trimestre de l'année concernée.

§ 6. L'inventaire du patrimoine tel que visé à l'article 21, § 4, 8^o, du décret est transmis avant la fin du premier semestre de l'année à laquelle il est fait référence.

§ 7. Le plan d'affectation des bonis tel que visé à l'article 21, § 4, 9^o, du décret est transmis à l'Institut avant la fin du premier semestre de l'année à laquelle il est fait référence. Avant sa transmission, le plan d'affectation des bonis fait l'objet d'une concertation préalable entre l'Institut et le centre. Le plan d'affectation est soumis à l'approbation du Comité de gestion de l'Institut.

Les affectations sont établies au regard des priorités suivantes :

1^o en cas de suppression ou de diminution des subventions liées à des programmations régionales ou européennes, aux frais de personnel et aux activités de formation financés par ces subventions;

2^o aux équipements didactiques en cas de renouvellement ou de maintenance de ceux-ci;

3^o aux équipements et vêtements de sécurité pour les apprenants;

4^o aux grosses réparations des bâtiments et à leur maintenance;

5^o aux besoins en matière informatique permettant notamment de respecter les dispositions prévues à l'article 9;

6^o aux actions de communication « réseau » permettant de respecter les dispositions prévues à l'article 8 et le plan global intégré de communication, déclinant une ligne de conduite de communication commune aux centres et à l'Institut et approuvée annuellement par l'Institut.

Le Ministre peut, sur proposition du Comité de gestion de l'Institut, accorder une dérogation aux priorités établies à l'alinéa 2 pour autant que l'affectation soit justifiée au regard des missions des centres et des objectifs définis dans la convention bilatérale visée à l'article 21, § 2, du décret.

Si le Comité de gestion de l'Institut constate que l'affectation ne respecte pas les priorités définies à l'alinéa 2 ou qu'il ne respecte pas le plan d'affectation tel qu'adopté par le Comité de gestion, il peut faire application des articles 13 et 14.

§ 8. L'Institut peut imposer la forme dans laquelle les documents visés à l'article 21, § 4, du décret sont à communiquer.

§ 9. A la demande de l'Institut, le centre lui transmet :

1° tout document officiel, courrier et décision pouvant attester du respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux marchés publics;

2° tout document officiel, courrier et décision pouvant attester du respect de ses obligations légales ou réglementaires en matière comptable, fiscale et sociale;

3° toute information permettant à l'Institut de vérifier la traçabilité des comptes du centre et des fonds publics qui lui sont octroyés.

§ 10. Les documents visés à l'article 21, § 4, 1° à 3°, 7° à 9°, et § 5, du décret sont transmis à l'Institut par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi.

Sous-section 3. — Obligations administratives

Art. 7. Le rapport d'activité du centre tel que visé à l'article 21, § 4, 6°, du décret est transmis par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi avant la fin du premier mois suivant la fin du premier semestre qui suit l'exercice auquel il est fait référence.

Le rapport d'activités comprend au minimum :

1° les tableaux de bord semestriels visés à l'article 21, § 2, du décret, reprenant les indicateurs des actions des centres;

2° les résultats des actions des centres telles que les données reprises dans les conventions bilatérales, dont le volume d'heures et le nombre d'apprenants.

L'Institut précise le contenu du rapport d'activité.

Sous-section 4. — Obligations liées à la communication

Art. 8. Dans le cadre d'une communication « Réseau IFAPME », le centre :

1° mentionne, dans sa dénomination et sur toute communication interne et externe, la formule « centre IFAPME de » suivie du nom de la ou des villes correspondants à un ou plusieurs sites ou du nom de la région ou de la province;

2° exploite la marque verbale et figurative de l'Institut ainsi que ses déclinaisons éventuelles via la conclusion avec celui-ci d'un contrat de licence de marque conformément au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté;

3° respecte l'ensemble des dispositions figurant dans la charte graphique de l'Institut qui définit l'ensemble des règles fondamentales d'utilisation par les centres des signes graphiques qui constituent l'identité graphique du Réseau IFAPME, notamment la couleur du logo, sa position sur tout support, le jeu de couleur, le type de police utilisée.

Sous-section 5. — Obligations liées à la charte informatique

Art. 9. Le centre respecte les dispositions figurant dans la charte informatique de l'Institut.

La charte informatique contient les règles fondamentales que le centre doit respecter dans l'utilisation des ressources informatiques qui sont mises à sa disposition par l'IFAPME, dont, notamment l'utilisation d'un matériel adéquat et d'applications communes permettant le partage et la transmission de données au sein du Réseau, l'utilisation du Réseau Internet, de la messagerie électronique et de la téléphonie ainsi que le respect de règles de sauvegarde et de sécurité.

Le centre met en œuvre tous les moyens nécessaires en vue de recourir aux applications informatiques développées par l'Institut pour compte des centres de son réseau.

Sous-section 6. — Obligations liées au personnel des centres

Art. 10. Le centre respecte, pour le personnel visé à l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME et pour lequel l'Institut est tiers-payant, l'ensemble des dispositions le concernant, en ce compris les descriptions de fonctions. Pour le personnel non pédagogique des centres, à défaut de Commission paritaire compétente et dans un but d'harmonisation et de respect de contraintes budgétaire, l'Institut veille en concertation avec les centres et dans un délai tenant compte des contingences budgétaires, à aboutir à la définition de profils de fonction et de grilles barémiques de référence pour l'ensemble des centres. Les grilles barémiques sont approuvées par le Comité de gestion de l'Institut.

Section 3. — Procédure d'agrément et de renouvellement d'agrément du centre

Art. 11. § 1^{er}. L'agrément est octroyé par le Ministre pour une durée de cinq ans renouvelable.

§ 2. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément du centre, dont les modèles sont établis par le Ministre, est introduite par le centre, auprès de l'Institut, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi au plus tard dans les quatre mois qui précèdent le lancement de son activité ou l'expiration de l'agrément en cours.

La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément du centre contient les documents suivants :

1° le plan stratégique global du centre tel que visé à l'article 21, § 4, 4°, du décret;

2° le projet pédagogique annuel du centre;

3° les statuts consolidés du centre publiés au *Moniteur belge*;

4° une description des moyens et ressources matériels, humains et financiers, en ce compris la copie du rapport d'inspection ou de la demande d'inspection des locaux par le service incendie ainsi que tout document délivré par un organisme agréé pour le matériel présentant des risques éventuels pour les utilisateurs;

5° en cas de demande de renouvellement d'agrément, le rapport d'activité du centre tel que visé à l'article 7 et d'un dossier permettant la vérification du respect des conditions d'agrément et les obligations y afférentes en vertu du présent arrêté.

Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément, l'Institut adresse au centre requérant, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter ce dossier.

L'Institut remet au Ministre un rapport d'instruction dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier complet.

En cas de rapport d'instruction négatif ou réservé de l'Institut, une audition est organisée selon les modalités prévues à l'article 14, § 2, au cours de laquelle un procès-verbal est dressé.

Lorsque le rapport de l'inspection visé à l'article 11, § 2, alinéa 2, 4^o, est négatif, l'agrément peut être délivré à la condition que le centre établisse un plan de mise en conformité aux manquements constatés dans un délai déterminé par l'Institut. Passé ce délai et à défaut de mise en conformité, l'Institut peut faire application des articles 13 et 14.

Le Ministre se prononce sur l'octroi ou le refus d'agrément ou de renouvellement d'agrément du centre au plus tard dans un délai de vingt jours à dater de la réception du rapport d'instruction ou du jour de l'audition.

L'Institut est chargé de la notification de la décision.

§ 3. En cas de décision de refus d'agrément, le centre peut introduire un recours contre la décision précitée auprès du Conseil d'Etat.

Section 4. — Modalités de contrôle

Art. 12. § 1^{er}. En application de l'article 21, § 5, alinéa 1^{er}, l'Institut peut connaître, à tout moment, de la situation de trésorerie d'un centre, en ce compris les placements éventuels, pour autant qu'il lui adresse, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, une demande motivée au regard de l'intérêt du réseau IFAPME. Le centre lui fournit cette information, par tout moyen conférant preuve de la date d'envoi, dans un délai fixé par l'Institut.

§ 2. En application de l'article 22 du décret, le membre du personnel ou son suppléant qui assiste de plein droit aux réunions de tout organe décisionnel du centre fait rapport à l'Institut, dans les trois jours qui suivent la réunion, de toute décision prise par les organes précités.

§ 3. En application de l'article 22 du décret, le membre du personnel ou son suppléant visés au § 2 peut demander la suspension de toute décision prise par un des organes décisionnels du centre s'il constate que la décision :

- 1^o méconnaît l'intérêt général ou les dispositions légales ou réglementaires applicables au centre;
- 2^o est en contradiction avec la convention bilatérale et les missions qui sont confiées au centre;
- 3^o porte préjudice au développement du réseau IFAPME et à l'exécution des missions de services publics.

La demande de suspension est formulée endéans un délai de trois jours qui suit la réunion ou dès que la décision a été portée à la connaissance du membre du personnel qui informe le centre de la demande de suspension.

L'Administrateur général de l'Institut se prononce sur la suspension dans un délai de dix jours à dater du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, lorsque le membre du personnel y a été régulièrement convoqué, ou, dans les autres cas, à dater du jour où il a pris connaissance de la décision adoptée.

L'Administrateur général de l'Institut communique au centre, par écrit et dans les dix jours qui suivent sa décision, la décision de suspension ainsi qu'un rapport détaillé reprenant les éléments allégués.

Le centre justifie sa position dans un délai de vingt jours à partir de la date de réception du rapport susmentionné. A défaut de réponse, la décision de suspension de l'Administrateur général est confirmée. En cas de contestation du centre quant à la décision de suspension, celle-ci est communiquée au Comité de gestion de l'Institut qui peut faire application de l'article 22, alinéa 3, du décret.

§ 4. Afin de vérifier le respect par le centre de ses conditions d'agrément ou de ses obligations telles qu'énoncées par le décret et le présent arrêté, les membres du personnel de l'Institut, exercent un contrôle sur place et sur la base de pièces justificatives.

Le centre apporte sa collaboration à l'exercice du contrôle et fournit aux membres du personnel de l'Institut, sur simple demande, les pièces qui ont trait à la demande d'agrément.

Section 5. — Suspension et retrait d'agrément

Art. 13. En application de l'article 22, alinéa 3, du décret, l'Institut peut, par envoi recommandé, mettre en demeure le centre de se conformer aux conditions et aux obligations d'agrément dans le délai fixé par l'Institut. En ce cas, il communique au centre :

- 1^o les motivations qui fondent sa proposition de décision;
- 2^o la nature de la sanction envisagée, à savoir la suspension de tout ou partie des subventions, et la suspension ou le retrait d'agrément du centre.

Le centre dispose d'un délai de dix jours à dater de la réception de la mise en demeure pour faire valoir, par écrit, ses observations.

Art. 14. § 1^{er}. En application de l'article 22, alinéa 3, du décret, le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, suspendre ou retirer l'agrément du centre.

L'Institut informe au préalable le centre de la décision de suspendre ou de retirer son agrément et lui communique les informations suivantes :

- 1^o la durée maximale de la suspension et le délai éventuel pour se conformer aux obligations non respectées;
- 2^o en cas de décision de suspendre en tout ou en partie les subventions du centre, la nature des subventions et leur montant;
- 3^o les modalités relatives à l'audition au cours de laquelle le centre est entendu en ses voies et moyens;
- 4^o son droit de consulter le dossier contenant les motivations visées au 1^o et d'en prendre copie préalablement à l'audition;
- 5^o sa faculté de se faire assister d'un Conseil pendant toute la procédure.

§ 2. Le centre et l'Institut fixe de commun accord la date de l'audition, moyennant le respect d'un délai minimal de trente jours qui suit la réception par le centre de la notification visée au § 1^{er}, alinéa 2.

Un collège composé de quatre membres du personnel de l'Institut a pour mission de mener l'audition. Un représentant du Ministre peut assister à l'audition en tant qu'observateur.

§ 3. Le Ministre décide de la suspension ou du retrait d'agrément du centre dans un délai de trente jours à dater de la proposition de décision de l'Institut ou du jour de l'audition.

L'Institut est chargé de transmettre la notification de la décision au centre et y précise les délais et voie de recours.

§ 4. En cas de retrait d'agrément, le centre :

1° soit rembourse à l'Institut le montant qui correspond à celui prévu à l'article 14, § 5, 1^{er} tiret, de l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME;

2° soit cède gratuitement à l'Institut les biens immobiliers et équipements ayant fait l'objet des subventions visées ci-avant conformément à l'article 14, § 5, 2^e tiret, de l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME.

En cas de décision de retrait d'agrément, les subventions liées aux activités du centre pour lesquelles une décision de suspension a été prise par l'Institut sont déduites du montant du remboursement visé à l'article 13.

§ 5. En cas de décision de suspension de tout ou partie des subventions ou de décision de suspension ou de retrait d'agrément, le centre peut introduire un recours contre la décision précitée auprès du Conseil d'Etat.

CHAPITRE III. — *Directeurs des centres*

Section 1^{re}. — Missions du directeur

Art. 15. La gestion journalière d'un centre est exercée par un directeur agréé par le Ministre sur proposition de l'Institut et du centre.

A ce titre, le directeur assure les missions suivantes :

1° la mise en œuvre de la politique du réseau IFAPME au niveau du centre, telle qu'elle est définie par le Gouvernement, coordonnée par l'Institut et dans le respect du plan stratégique annuel et du projet pédagogique du centre ainsi que de la convention bilatérale conclue entre ce dernier et l'Institut;

2° l'encadrement pédagogique et l'organisation du centre à travers la mise en œuvre des filières de formation selon les principes et les orientations fixés par l'Institut en la matière;

3° la gestion administrative, financière, patrimoniale et de logistique du centre;

4° la gestion des ressources humaines pédagogique, éducative et administrative et la gestion des relations avec les parties prenantes de la formation notamment auprès des entreprises, des parents et des collaborateurs de l'Institut;

5° le développement de collaborations externes avec des partenaires notamment de la formation.

Les missions du directeur sont précisées dans une description de fonction et d'objectifs dont le modèle est approuvé par le Comité de gestion de l'Institut.

Sans préjudice des dispositions liées à l'aménagement de fin de carrière, le directeur assume ses missions sous le régime de travail à temps plein.

Le directeur rend régulièrement compte de sa gestion journalière auprès du Conseil d'administration du centre selon les modalités fixées par ce dernier. Il veille à la participation active du centre au conseil du réseau IFAPME tel que visé à l'article 20, § 1^{er}, du décret et veille à collaborer avec l'Institut à la logique du réseau IFAPME.

Section 2. — Conditions d'exercice de la fonction de directeur

Art. 16. Pour être agréé en qualité de directeur, le candidat remplit les conditions suivantes :

1° être ressortissant d'un des états membres de l'Union européenne;

2° être de conduite irréprochable et produire un extrait de casier judiciaire, modèle II, en bonne et due forme;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur universitaire de type long et justifier d'une expérience professionnelle antérieure d'au moins cinq ans dans les domaines d'une part du management et d'autre part de la formation ou de l'enseignement;

5° avoir réussi avec succès l'examen tel que visé à l'article 18, § 3.

A défaut de répondre à la condition de diplôme fixée à l'alinéa 1^{er}, 4°, le candidat est soit :

1° titulaire d'un titre de l'enseignement supérieur de type court et justifier d'une expérience professionnelle d'au moins huit ans dans le domaine de la formation ou de l'enseignement dont au moins cinq ans dans une fonction de management;

2° titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur et d'un diplôme de niveau supérieur délivré à l'issue d'une formation d'au moins deux ans et justifier d'une expérience d'au moins douze ans dans les domaines d'une part du management et d'autre part de la formation ou de l'enseignement, dont au moins sept ans dans le domaine du management.

Section 3. — Vacance d'un emploi d'un directeur

Art. 17. § 1^{er}. En cas de vacance de l'emploi de directeur d'un centre, le conseil d'administration du centre en informe l'Institut dans le mois et fixe, en concertation avec l'Institut, le contenu et les modalités de l'appel aux candidats ainsi que les modalités d'examen conformément à l'article 18, § 3.

§ 2. En cas de vacance de l'emploi suite à la mise à la retraite du directeur agréé, l'Institut informe le Ministre des modalités adoptées dans un délai de huit mois avant la date de prise d'effet de la retraite. Dans les autres cas, l'Institut informe le Ministre des modalités adoptées dans un délai de trois mois avant le début de l'examen.

Section 4. — Procédure d'agrément

Art. 18. § 1^{er}. La commission d'examen se compose de :

- 1° deux membres désignés par le conseil d'administration du centre dont le président;
- 2° l'Administrateur général de l'Institut, ou en cas d'empêchement, un membre du personnel de l'Institut de rang A4 au moins désigné par le Comité de gestion de l'Institut;
- 3° un administrateur du Comité de gestion de l'Institut;
- 4° un représentant du Ministre de la Formation;
- 5° un expert présentant une compétence incontestable dans le domaine de l'enseignement et de la formation et choisi en dehors de l'Institut et du centre;
- 6° un expert ayant participé à la réalisation de l'épreuve de mise en situation visée au paragraphe 3.

§ 2. La commission d'examen examine la recevabilité des candidatures sur la base des conditions fixées à l'article 16.

§ 3. L'examen porte sur les compétences requises du candidat pour exercer un emploi de directeur. L'examen peut être constitué d'épreuves écrites et orales et comprend, en tous les cas, une épreuve de mise en situation. L'épreuve de mise en situation est réalisée par un service spécialisé sélectionné par la commission d'examen.

Pour être sélectionnés, les candidats doivent obtenir au moins cinquante pour cent des points à chaque épreuve et à chaque partie d'épreuve et soixante pour cent pour l'ensemble des épreuves.

Sur la base des résultats des épreuves, la commission d'examen remet, au conseil d'administration du centre, une proposition de désignation, accompagnée du rapport de l'examen et du classement motivé des candidats. Le conseil d'administration transmet sa proposition de désignation motivée à l'Institut en y joignant le rapport de l'examen et le classement des candidats.

Le Comité de gestion de l'Institut émet une proposition de décision motivée au Ministre endéans les deux mois à dater de la réception de l'ensemble des éléments du dossier.

Après vérification du respect des conditions d'agrément telles que fixées aux articles 16 à 18, le Ministre se prononce sur l'agrément du directeur dans les vingt jours qui suivent la réception du dossier complet. L'Institut est chargé de la notification de la décision aux différents candidats et au centre concerné.

Section 5. — Incompatibilité

Art. 19. Est incompatible avec l'exercice de la fonction de directeur la qualité de formateur dans son centre sauf pour un remplacement temporaire et exceptionnel d'un formateur.

Le directeur peut exercer des activités professionnelles, lors de son entrée en fonction ou en cours de l'exercice de sa fonction de directeur, pour autant que ces activités ne portent pas préjudice à l'exercice de la fonction à temps plein et ne soient pas une source de conflit d'intérêt ou de concurrence déloyale vis-à-vis du centre. Dans ce cas, il sollicite l'autorisation du conseil d'administration du centre qui se prononce par décision motivée et en informe l'Institut.

*Section 6. — Contrôle**Sous-section 1^{re}. — Evaluation formative*

Art. 20. § 1^{er}. Le directeur est soumis à une évaluation formative tous les cinq ans par une commission d'évaluation dont les composantes sont identiques à celles de la commission d'examen prévue à l'article 18, § 1^{er}.

L'évaluation formative porte sur l'exécution de son plan stratégique et sur l'exécution des missions du directeur tel que prévu à l'article 15. Une grille d'évaluation est établie à cet effet par l'Institut.

Un rapport de l'évaluation formative est communiqué au Comité de gestion de l'Institut et aux instances du centre dans un délai maximum de deux mois qui suit la réalisation de l'évaluation.

§ 2. Dans le cas où le rapport de l'évaluation formative contient des réserves ou est négatif, la commission propose une suspension de l'agrément et définit un plan de rattrapage et un délai maximal au terme duquel une nouvelle évaluation est organisée par la commission d'évaluation.

Dans le cas où cette nouvelle évaluation fait l'objet d'un rapport négatif, la commission propose un retrait d'agrément au conseil d'administration du centre et à l'Institut conformément à l'article 21.

Sous-section 2. — Retrait d'agrément

Art. 21. Lorsque le conseil d'administration du centre ou l'Institut constate que le directeur ne répond plus aux conditions d'agrément fixées à l'article 16, aux règles d'incompatibilité fixées à l'article 19 ou ne respecte pas les obligations qui lui sont assignées, l'Institut notifie au directeur par envoi recommandé :

- 1° les motivations qui fondent sa proposition de décision;
- 2° les modalités relatives à l'audition au cours de laquelle le directeur est entendu en ses voies et moyens;
- 3° son droit de consulter le dossier contenant les motivations visées au 1° et d'en prendre copie préalablement à l'audition;
- 4° sa faculté de se faire assister d'un Conseil pendant toute la procédure.

Un délai minimum de trente jours est respecté entre la date de l'envoi recommandé et la date fixée pour l'audition. L'audition a lieu selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 14, § 2.

A dater du jour de l'audition, le directeur dispose de dix jours pour faire valoir par écrit ses observations auprès de l'Institut.

Sur la base du dossier complet, l'Institut peut proposer, par décision motivée, le retrait d'agrément du directeur. En ce cas, il sollicite l'avis du conseil d'administration du centre qui se prononce dans un délai de dix jours à dater de la réception du dossier complet. L'Institut adresse sa proposition de décision au Ministre à laquelle est joint le dossier complet et l'avis du conseil d'administration.

Le Ministre statue dans un délai de trente jours à dater de la réception du dossier complet.

En cas de décision de retrait d'agrément du directeur par le Ministre, l'Institut est chargé de la notification de la décision. Il y précise les délais et voie de recours et informe le centre de la nécessité de se conformer aux conditions d'agrément du centre, et plus particulièrement à celle visée à l'article 4, 4°.

Art. 22. L'agrément du directeur prend fin de plein droit :

1° en cas de démission de celui-ci, à partir de la date de prise d'effet de celle-ci;

2° le premier jour du mois qui suit son départ à la retraite;

3° en cas de décès du directeur;

4° en cas de retrait d'agrément du centre dans lequel il exerce sa fonction.

Le conseil d'administration du centre en informe immédiatement l'Institut et le Ministre.

Section 7. — Situation pécuniaire des directeurs de centre

Art. 23. Lorsque le nombre d'heures de formation subventionnées pour le centre est égal ou supérieur à 50 000 heures par an, le subventionnement de la rémunération du directeur a lieu sur la base de l'application d'une grille de référence équivalente au barème de rémunération A3 prévu à l'annexe XIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le code de la fonction publique wallonne. Lorsque ce nombre d'heures est inférieur à 50 000 heures, la grille de référence prise en considération est équivalente au barème A4 prévu dans la même annexe.

La rémunération visée à l'alinéa 1^{er} couvre le salaire annuel et le pécule de vacance.

Tout avantage, autre que la rémunération visée à l'alinéa 1^{er}, qui dépasse le montant fixé dans la grille de référence visée à l'alinéa 1^{er}, n'est couvert par aucune subvention octroyée au centre par l'Institut et fait l'objet d'une information préalable au Comité de gestion de l'Institut.

CHAPITRE IV. — Mesures transitoires

Art. 24. Dans les six mois qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, l'Institut vérifie que les conditions d'agrément des directeurs fixées par le présent arrêté sont respectées.

Si l'Institut constate que les conditions sont respectées, il soumet une proposition de maintien d'agrément au Ministre qui statue dans les deux mois de la réception de la proposition de l'Institut. Si la décision ministérielle prévoit le maintien d'agrément, le directeur conserve celui-ci.

En cas de non-respect des conditions d'agrément prévues aux articles 16 et 19, l'article 21 est d'application.

Art. 25. Dans les trois mois qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le centre transmet à l'Institut un dossier permettant de vérifier qu'il respecte les conditions d'agrément du présent arrêté. Dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande d'agrément, l'Institut adresse au centre requérant, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet, soit un avis l'invitant à compléter ce dossier. Dans un délai de trois mois à dater de la réception du dossier complet, l'Institut vérifie que les conditions d'agrément des centres fixées par le présent arrêté sont respectées, et plus particulièrement celles relatives aux statuts du centre visée à l'article 4, 3°.

Si l'Institut constate que les conditions sont respectées, il soumet une proposition de maintien d'agrément au Ministre qui statue dans les deux mois de la réception de la proposition de l'Institut. Si la décision ministérielle prévoit le maintien d'agrément, le centre conserve celui-ci pour une durée de cinq ans prenant cours à la date de la décision du Ministre.

En cas de non-respect des conditions d'agrément prévues à l'article 3, le Ministre peut, sur proposition de l'Institut, suspendre ou retirer l'agrément conformément aux articles 13 et 14.

Art. 26. Par dérogation à l'article 4, 3°, d), les administrateurs en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté poursuivent leur mandat en cours jusqu'à l'échéance de celui-ci.

CHAPITRE V. — Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 27. L'article 8 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites moyennes entreprises est remplacé par ce qui suit :

« 1° si le Centre de formation répond aux conditions d'agrément visés dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 fixant les conditions relatives à l'agrément des centres de formation pour l'indépendants et petites et moyennes entreprises et de leur directeur de centres;

2° si le Centre de formation est dirigé par un directeur agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2014 fixant les conditions relatives à l'agrément des centres de formation pour les indépendants et petites et moyennes entreprises et de leur directeur de centres. »

Art. 28. L'arrêté de l'Exécutif de la communauté française du 28 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément des centres de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises n'est plus applicable en ce qui concerne la région wallonne de langue française.

Art. 29. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 fixant les conditions d'agrément du directeur de Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises n'est plus applicable en ce qui concerne la région wallonne de langue française.

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2014.

Art. 31. Le Ministre de la Formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203200]

24 APRIL 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden betreffende de erkenning van de opleidingscentra voor de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen en van hun centrumdirecteur

De Waalse Regering,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest m.b.t. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voorgedij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, goedgekeurd bij het decreet van 18 december 1995, vervangen bij het aanhangsel van 4 juni 2003, goedgekeurd bij het decreet van 17 juli 2003, artikelen 16 en 22;

Gelet op het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waals instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gewijzigd bij de decreten van 22 juli 2010 en 30 mei 2013, artikelen 2, 12^o, 5, 21 en 22;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 1991 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor de directeur van het Centrum voor de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1991 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de Centra voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 oktober 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 oktober 2013;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises", gegeven op 14 november 2013;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië) nr. A 1.151, gegeven op 18 november 2013;

Gelet op het advies nr. 54.943/2 van de Raad van State, gegeven op 17 februari 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het "decreet" : het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises";

2^o het "Instituut" : het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" opgericht krachtens het decreet;

3^o de "Minister" : de Minister van Vorming,

4^o het "centrum" : het centrum zoals bedoeld in artikel 2, 12^o, van het decreet;

5^o de "directeur" : de persoon belast met de directie van het centrum, die erkend wordt door de Minister volgens de in artikel 18 bedoelde procedure;

6^o de "samenwerkingsovereenkomst" : de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest m.b.t. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

7^o het "besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "IFAPME" : het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises";

Art. 3. Onder de voorwaarden bepaald door of krachtens dit besluit en binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Regering centra op voorstel van het Instituut erkennen en hen toelagen toekennen voor de uitvoering van hun opdrachten.

HOOFDSTUK II. — *De erkenning van de centra**Afdeling 1. — Erkenningsvoorwaarden*

Art. 4. Overeenkomstig artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet, voldoet het erkende centrum aan de volgende voorwaarden :

1^o overeenkomstig artikel 16, § 1, tweede lid, van de samenwerkingsovereenkomst, samengesteld zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstgevend doel, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

2^o met het Instituut een bilaterale overeenkomst zoals bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet gesloten hebben om aan te sluiten bij het netwerk IFAPME zoals bepaald in artikel 2, 10^o, van het decreet;

3^o statuten goedkeuren, die minstens voorzien in :

a) de elementen bedoeld in artikel 2 van de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

b) in de gevallen waarin de statuten bepalen dat de raad van bestuur gemachtigd is om sommige van zijn

bevoegdheden individueel of gezamenlijk af te vaardigen aan één of meerdere bestuurders, een bepaling waarin de toevertrouwde opdrachten vermeld worden;

c) de bestemming van het vermogen in geval van vrijwillige of gerechtelijke ontbinding met inachtneming van artikel 14, § 5, van het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "IFAPME";

d) in de samenstelling van de raad van bestuur :

i. vertegenwoordigers van verschillende beroepen of groepen van verschillende beroepen waarvoor regelmatig permanente vormingsactiviteiten in het centrum worden georganiseerd;

ii. vertegenwoordigers van interprofessionele organisaties van werkgevers en zelfstandigen vertegenwoordigd binnen de "Conseil économique et social de la Wallonie" (Sociaal-Economische Raad van Wallonië);

iii. bestuurders gekozen naar gelang van hun competenties;

e) overeenkomstig artikel 16, § 1, vierde lid, van de samenwerkingsovereenkomst, in de samenstelling van de algemene vergadering, open zijn voor :

i. de representatieve organisaties van werkgevers en zelfstandigen die een activiteitensector vertegenwoordigen;

ii. de interprofessionele groeperingen die lid zijn van een nationaal interprofessioneel verbond dat voldoet aan de voorwaarden bepaald door of krachtens de op 28 juni 1979 gecoördineerde wetten betreffende de organisatie van de Middenstand en van de uitvoeringsbesluiten ervan;

4° geleid worden door een directeur erkend aan het einde van de in artikel 18 bedoelde procedure.

De in het eerste lid, 3°, d), i) en ii), bedoelde vertegenwoordigers mogen niet meer dan 50 procent, noch minder dan 40 procent van de mandaten van de bestuurders bezitten.

De in het eerste lid, 3°, d), i) tot iii), bedoelde leden worden door de algemene vergadering bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden voor vier jaar benoemd op voorstel van de professionele en interprofessionele organisaties. Om lid te zijn van de raad van bestuur, moeten ze minder dan 68 jaar oud zijn op het moment van de aanwijzing door de algemene vergadering.

De directeur van het centrum woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur en van elke andere statutaire instantie aan wie de raad van bestuur bevoegdheden heeft overgedragen bij.

Het centrum kan open zijn voor de vakverenigingen.

Afdeling 2. — Verplichtingen gebonden aan de erkenning

Onderafdeling 1. — Pedagogische verplichtingen

Art. 5. § 1. In de logica van het netwerk IFAPME draagt het centrum bij tot de opdrachten van het Instituut via de organisatie en het beheer van opleidingsfilières :

1° door de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens in het kader van de opleidingsfilières te organiseren;

2° door de begeleiding en de opvolging van de voor de cursussen ingeschreven cursisten te waarborgen;

3° door de bevordering van de opleidingsfilières te organiseren, waarbij de coherentie met de acties van het Instituut wordt gewaarborgd;

4° door zich voor de referentiële opleidingen in te schrijven, die bepaald zijn door het Instituut in coherentie met degene die ontwikkeld zijn door de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" overeenkomstig het samenwerkingsakkoord gesloten op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications";

5° door de attesten, getuigschriften en diploma's betreffende de verwerving van vaardigheden aan het einde van de opleidingsfilières af te geven met inachtneming van de bepalingen vastgesteld door de Waalse Regering en de Franse Gemeenschap inzake de afgifte van titels of certificeringen.

Het centrum kan andere activiteiten dan die bedoeld in het eerste lid uitoefenen voor zover ze verenigbaar zijn met zijn maatschappelijk doel en met de opdrachten die hem door of krachtens de samenwerkingsovereenkomst worden toevertrouwd.

§ 2. Per opleidingsjaar besteedt het centrum minstens 85 % van zijn cursus-uren aan het leren, de opleiding bedrijfsleider en de coördinatie- en begeleidingsopleiding.

Het Instituut kan mits een gemotiveerde beslissing voor maximum één jaar een afwijking van het in het eerste lid bedoelde percentage toekennen. De Minister kan de gevallen bepalen waarin het Instituut het beroep tot die afwijking kan toelaten.

§ 3. Het centrum bestemt bij voorkeur, naar rato van de activiteiten van de opleiding, de ateliers voor de opleidingsactiviteiten die deel uitmaken van de leerfilières, de opleiding bedrijfsleider en de coördinatie- en begeleidingsopleiding.

§ 4. Het centrum maakt jaarlijks en door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, een globaal strategisch plan, zoals bedoeld in artikel 21, § 4, 4°, van het decreet, aan het Instituut over.

Het in het eerste lid bedoelde plan omvat :

1° de strategische oriëntaties van het centrum die uitgewerkt worden in operationele acties in het kader van de bilaterale overeenkomst gesloten tussen het centrum en het Instituut en bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet;

2° de doelstellingen en de ingezette middelen om te kaderen in de door het Instituut bepaalde kwaliteitsstappen.

§ 5. Het jaarlijks pedagogisch project bedoeld in artikel 21, § 4, 5°, van het decreet omvat minstens de te verstreken opleidingen, een voorstel van het aantal desbetreffende uren en hun verband met de perspectieven van de arbeidsmarkt, de afstemming van het organogram van het personeel en van de beoogde materiële middelen op het pedagogisch project, de band tussen de globale omgeving van het centrum en de dynamica van het project, de omschrijving van de partnerschappen en de evaluatiemodaliteiten van het pedagogische project. De inhoud van het pedagogische project wordt in verband met de in artikel 21, § 2, van het decreet bedoelde bilaterale overeenkomst vastgesteld overeenkomstig het door het Instituut bepaalde model. Het pedagogische project wordt jaarlijks door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, aan het Instituut overgemaakt.

Onderafdeling 2. — Boekhoudkundige en financiële verplichtingen

Art. 6. § 1. Overeenkomstig artikel 21, § 5, eerste lid, van het decreet maakt het centrum binnen één maand na het einde van elk semester de tabel m.b.t. de toestand van zijn thesaurie over overeenkomstig een door het Instituut bepaalde model.

§ 2. Het centrum voert zijn boekhouding en bepaalt zijn jaarlijkse rekeningen met inachtneming van de door het Instituut bepaalde modaliteiten en procedures. De boekhouding onderscheidt de opbrengsten naar gelang van hun bron en hun aard.

Overeenkomstig artikel 21, § 4, 1^o, van het decreet maakt het centrum de jaarlijkse rekeningen van het afgelopen boekjaar aan het Instituut over binnen één maand volgend op de goedkeuring ervan door de algemene vergadering en uiterlijk vóór het einde van het eerste semester van het jaar volgend op dat boekjaar. De jaarrekeningen omvatten een resultatenrekening en de balans op 31 december. Ze wordt vastgesteld overeenkomstig het model van boekhoudplan vermeld in bijlage 1 bij het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "IFAPME".

De jaarrekeningen van het opleidingscentrum maken het voorwerp uit van een certificering door een commissaris gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

§ 3. Het voorwerp van begroting zoals bedoeld in artikel 21, § 4, 2^o, van het decreet wordt overgemaakt aan het Instituut binnen zestig dagen volgend op het begin van het begrotingsboekjaar. Dat voorwerp heeft als doel de uitgaven en ontvangsten gepland tijdens het begrotingsjaar volgens het soort kosten in de vorm van een vooruitlopende tabel nader te bepalen. Binnen dertig dagen volgend op haar goedkeuring door de algemene vergadering wordt de begroting overgemaakt aan het Instituut.

§ 4. Het vooruitgeplande aankoopplan voor uitrustingen bedoeld in artikel 21, § 4, 3^o, van het decreet wordt overgemaakt vóór het einde van de maand februari van het betrokken jaar.

§ 5. De telling van de personeelsleden bedoeld in artikel 21, § 4, 7^o, van het decreet wordt overgemaakt vóór het einde van het eerste kwartaal van het betrokken jaar.

§ 6. De inventaris van het vermogen zoals bedoeld in artikel 21, § 4, 8^o, van het decreet wordt overgemaakt voor het einde van het eerste semester van het jaar waarnaar wordt verwezen.

§ 7. Het plan voor de bestemming van de overschotten zoals bedoeld in artikel 21, § 4, 9^o, van het decreet wordt overgemaakt voor het einde van het eerste semester van het jaar waarnaar wordt verwezen. Voor zijn overmaking maakt het plan voor de bestemming van de overschotten het voorwerp uit van een voorafgaandelijk overleg tussen het Instituut en het centrum. Het bestemmingsplan wordt ter goedkeuring aan het beheerscomité van het Instituut voorgelegd.

De bestemmingen worden vastgesteld voor de volgende prioriteiten :

1^o bij afschaffing of vermindering van de subsidies verbonden aan de gewestelijke of Europese programma's, voor de personeelskosten en de opleidingsactiviteiten gefinancierd met deze subsidies;

2^o voor didactische uitrusting in geval van hernieuwing of onderhoud ervan;

3^o voor uitrusting en veiligheidskleding voor de lerenden;

4^o voor grote herstellingen aan gebouwen en voor het onderhoud ervan;

5^o voor behoefte inzake informatica om met name de bepalingen bedoeld in artikel 9 na te leven;

6^o voor communicatieacties « in een netwerk » om de bepalingen bedoeld in artikel 8 na te leven en het globaal geïntegreerd communicatieplan, dat voorziet in een aan de centra en het Instituut gemeenschappelijke communicatiedragslijn die jaarlijks door het Instituut wordt goedgekeurd.

Op voorstel van het beheerscomité van het Instituut kan de Minister een afwijking van de in het tweede lid bedoelde prioriteiten toekennen voor zover de bestemming gerechtvaardigd wordt t.o.v. de opdrachten van het centrum en de doelstellingen bepaald in de in artikel 21, § 2 van het decreet, bedoelde bilaterale overeenkomst.

Als het beheerscomité van het Instituut vaststelt dat de bestemming de in het tweede lid bedoelde prioriteiten niet naleeft of dat het het bestemmingsplan zoals aangenomen door het beheerscomité niet naleeft, kan het de artikelen 13 en 14 toepassen.

§ 8. Het Instituut kan de vorm opleggen, waarin de documenten bepaald in artikel 21, § 4, van het decreet meegedeeld moeten worden.

§ 9. Op verzoek van het Instituut, bezorgt het centrum laatstgenoemd de volgende documenten :

1^o elk officieel document, schrijven en beslissing die het bewijs kan leveren van de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen betreffende de overheidsopdrachten;

2^o elk officieel document, schrijven en beslissing die het bewijs kan leveren van de naleving van zijn wettelijke of reglementaire boekhoudkundige, fiscale, sociale verplichtingen;

3^o elke informatie die het Instituut nodig heeft voor de verificatie van de traceerbaarheid van de rekeningen van het centrum en de publieke fondsen die hem zijn toegekend.

§ 10. De in artikel 21, § 4, 1^o tot 3^o, 7^o tot 9^o, en § 5, van het decreet worden overgemaakt aan het Instituut door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd.

Onderafdeling 3. — Administratieve verplichtingen

Art. 7. Het activiteitenverslag van het centrum zoals bedoeld in artikel 21, § 4, 6^o, van het decreet wordt jaarlijks door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, gestuurd voor het einde van de eerste maand volgend op het einde van het eerste semester dat volgt op het boekjaar waarnaar wordt verwezen.

Het activiteitenverslag omvat minstens :

1° de halfjaarlijkse boordtabellen bedoeld in artikel 21, § 2, van het decreet waarin de indicatoren van de verschillende acties van de centra worden vermeld;

2° de resultaten van de acties van de centra zoals de gegevens vermeld in de bilaterale overeenkomsten, waaronder het aantal uren en het aantal lerenden.

Het Instituut bepaalt de inhoud van het activiteitenverslag.

Onderafdeling 4. — Verplichtingen gebonden aan de communicatie

Art. 8. In het kader van een communicatie "Netwerk IFAPME" :

1° vermeldt het centrum in zijn benaming en op elke interne en externe communicatie de formule "IFAPME-centrum van", gevolgd door de naam van de stad/steden overeenstemmend met één of verschillende sites of van de naam van de streek of de provincie;

2° exploiteert het centrum het woord- en beeldmerk van het Instituut alsook eventuele desbetreffende producten via het sluiten met het Instituut van een licentieovereenkomst overeenkomstig het model bedoeld in bijlage bij dit besluit;

3° leeft het centrum het geheel van de bepalingen na die vermeld worden in het grafisch handvest van het Instituut, dat het geheel van de fundamentele regels bepaalt m.b.t. het gebruik door de centra van de grafische tekens die de grafische identiteit van het Netwerk IFAPME vormen, namelijk de kleur van het logo, zijn plaats op elke drager, de soorten kleuren, het type gebruikte polis.

Onderafdeling 5. — Verplichtingen gebonden aan het handvest informatica

Art. 9. Het centrum leeft de bepalingen vermeld in het handvest informatica van het Instituut na.

Het handvest informatica omvat de fundamentele regels die het centrum moet naleven voor het gebruik van de computerhulpbronnen die hem ter beschikking worden gesteld door het IFAPME, waaronder met name het gebruik van een aangepast materiaal met gemeenschappelijke applicaties die de verdeling en de overbrenging van gegevens binnen het Netwerk, het gebruik van het internetnetwerk, de elektronische post en de telefonie alsook het naleven van de vrijwarings- en veiligheidsregels mogelijk maken.

Het centrum treft alle middelen die nodig zijn om een beroep te doen op de computerapplicaties ontwikkeld door het Instituut voor rekening van de centra van zijn netwerk.

Onderafdeling 6. — Verplichtingen gebonden aan het personeel van de centra

Art. 10. Voor het personeel bedoeld in artikel 11, § 1, van het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "IFAPME" en waarvoor het Instituut de derde betaler is, leeft het centrum het geheel van de bepalingen die hem betreffen, met inbegrip van de functieomschrijvingen, na. Voor het niet-pedagogisch personeel van de centra zorgt het Instituut er bij gebrek aan bevoegde paritaire commissie en met het oog op de harmonisatie en de naleving van de begrotingseisen voor om in overleg met de centra en binnen een termijn die rekening houdt met de budgettaire contingenties de functieprofielen en de referentieweddeschalen voor het geheel van de centra te bepalen. De weddeschalen worden door het Beheerscomité van het Instituut goedgekeurd.

Afdeling 3. — Procedure m.b.t. de erkenning en de verlenging van de erkenning van het centrum

Art. 11. § 1. De erkenning wordt door de Minister toegekend voor een verlengbare periode van vijf jaar.

§ 2. De aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning van het centrum, waarvan de modellen door de Minister worden bepaald, wordt door het centrum bij het Instituut ingediend door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, uiterlijk binnen vier maanden vóór het opstarten van zijn activiteit of de vervaldatum van de lopende erkenning.

De aanvraag tot erkenning of verlenging van de erkenning van het centrum bevat de volgende documenten :

1° het globaal strategisch plan van het centrum zoals bedoeld in artikel 21, § 4, 4°, van het decreet;

2° het jaarlijkse pedagogische project van het centrum;

3° de geconsolideerde statuten van het centrum bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

4° een omschrijving van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpbronnen, met inbegrip van het afschrift van het inspectieverslag of van de aanvraag om inspectie van de lokalen door de brandweerdienst, alsook elk document afgegeven door een erkende instelling voor het materieel waarvan het gebruik eventuele risico's inhoudt;

5° in geval van aanvraag tot verlenging van de erkenning, het activiteitenverslag van het centrum zoals bedoeld in artikel 7 en een dossier waarmee kan worden nagegaan of de erkenningsvoorwaarden en de desbetreffende verplichtingen krachtens die besluit nageleefd worden.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag stuurt het Instituut naar de verzoekende instelling hetzij een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen.

Het Instituut maakt een onderzoeksverslag aan de Minister over binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier.

In geval van negatief of terughoudend onderzoeksverslag van het Instituut wordt een verhoor georganiseerd volgens de in artikel 14, § 2, bedoelde modaliteiten, gedurende welk een proces-verbaal wordt opgemaakt.

Wanneer het verslag van de inspectie bedoeld in artikel 11, § 2, tweede lid, 4°, negatief is, kan de erkenning verleend worden op voorwaarde dat het centrum een plan voor het in overeenstemming brengen met de vastgestelde tekortkomingen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn opmaakt. Na afloop van die termijn en bij gebrek aan aanpassing kan het Instituut de artikelen 13 en 14 toepassen.

De Minister beslist over de toekenning of de weigering van de erkenning of van de verlenging van de erkenning van het centrum uiterlijk binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van het onderzoeksverslag of van de dag van het verhoor.

Het Instituut is belast met de mededeling van de beslissing.

§ 3. In geval van beslissing tot weigering van de erkenning kan het centrum een beroep indienen tegen bovenvermelde beslissing bij de Raad van State.

Afdeling 4. — Controlemodaliteiten

Art. 12. § 1. Overeenkomstig artikel 21, § 5, eerste lid, kan het Instituut elk ogenblik de thesaurietoestand van een centrum, met inbegrip van de eventuele beleggingen, kennen voor zover genoemd instituut door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, een ten opzichte van het belang van het Netwerk IFAPME gemotiveerde aanvraag overgemaakt wordt. Het centrum verstrekt die informatie door elk middel waarbij de verzenddatum wordt bevestigd, binnen een door het Instituut bepaalde termijn.

§ 2. Overeenkomstig artikel 22 van het decreet brengt het personeelslid of zijn plaatsvervanger dat van rechtswege de vergaderingen van elk beslissingsorgaan van het centrum bijwoont, verslag over elke door de voornoemde organen genomen beslissing aan het Instituut uit binnen drie dagen die volgen op de vergadering.

§ 3. Overeenkomstig artikel 22 van het decreet kan het personeelslid of zijn plaatsvervanger bedoeld in § 2 erom verzoeken dat elke beslissing genomen door één van de beslissingsorganen van het centrum opgeschort wordt, als hij vaststelt dat de beslissing :

- 1° het algemeen belang of de wettelijke of reglementaire bepalingen die op het centrum toepasselijk zijn, miskent;
- 2° strijdig is met de bilaterale overeenkomst en de opdrachten van het centrum;
- 3° nadelig is voor de ontwikkeling van het netwerk IFAPME en voor de uitvoering van de openbare opdrachten.

De opschortingsaanvraag wordt geformuleerd binnen een termijn van drie dagen volgend op de vergadering of zodra de beslissing betekend is aan het personeelslid dat het centrum in kennis stelt van de opschortingsaanvraag.

De administrateur-generaal van het Instituut spreekt zich uit over de opschorting binnen een termijn van tien dagen na de vergadering waarin de beslissing is genomen, wanneer het personeelslid er regelmatig voor opgeroepen is of, in de andere gevallen, te rekenen van de dag waarin hij kennis heeft genomen van de aangenomen beslissing.

De administrateur-generaal van het Instituut deelt schriftelijk binnen tien dagen volgend op de beslissing de opschortingsbeslissing en een gedetailleerd verslag met de aangevoerde elementen aan het centrum mede.

Het centrum rechtvaardigt zijn stelling binnen twintig dagen vanaf de datum van ontvangst van bovenvermeld verslag. Bij gebrek aan antwoord wordt de opschortingsbeslissing van de administrateur-generaal bevestigd. In geval van betwisting van het centrum over de opschortingsbeslissing wordt ze meegedeeld aan het beheerscomité van het Instituut dat artikel 22, derde lid, van het decreet kan toepassen.

§ 4. Om na te gaan of het centrum zijn erkenningsvoorwaarden of zijn verplichtingen zoals vermeld in het decreet en dit besluit naleeft, oefenen de personeelsleden van het Instituut op basis van bewijsstukken een controle ter plaatse uit.

Het centrum werkt mee aan de uitoefening van de controle en maakt de personeelsleden van het Instituut op eigen verzoek de stukken die betrekking hebben op de erkenningsaanvraag over.

Afdeling 5. — Schorsing en intrekking van de erkenning

Art. 13. Overeenkomstig artikel 22, derde lid, van het decreet kan het Instituut bij aangetekend schrijven het centrum in gebreke stellen om zich aan de erkenningsvoorwaarden en -verplichtingen binnen de door het Instituut bepaalde termijn aan te passen. In dit geval deelt het de volgende inlichtingen aan het centrum mede :

- 1° de motiveringen die zijn beslissingsvoorstel rechtvaardigen;
- 2° de aard van de overwogen sanctie, namelijk de schorsing van het geheel of een gedeelte van de toelagen en de schorsing of de intrekking van de erkenning van het centrum.

Het centrum beschikt over tien dagen na ontvangst van de ingebrekestelling om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

Art. 14. § 1. Overeenkomstig artikel 22, derde lid, van het decreet kan de Minister op voorstel van het Instituut de erkenning van het centrum schorsen of intrekken.

Het Instituut stelt eerst het centrum in kennis van de beslissing tot schorsing of intrekking van zijn intrekking en deelt hem de volgende inlichtingen mede :

- 1° de maximale duur van de schorsing en de eventuele termijn om zich aan de niet-nageleefde verplichtingen aan te passen;
- 2° in geval van beslissing tot schorsing van het geheel of een gedeelte van de toelagen van het centrum, de aard van de toelagen en hun bedrag;
- 3° de modaliteiten betreffende het lopende verhoor waarin het centrum over zijn middelen wordt gehoord;
- 4° zijn recht om het dossier dat de in 1° bedoelde motiveringen bevat, te raadplegen en er een afschrift van te maken vóór het verhoor;
- 5° zijn mogelijkheid om zich tijdens de hele procedure door een raadsheer te laten bijstaan.

§ 2. Het centrum en het Instituut bepalen in onderlinge overeenstemming de datum van het verhoor mits naleving van een minimale termijn van dertig dagen na ontvangst door het centrum van de in § 1, tweede lid, bedoelde kennisgeving.

Een college samengesteld uit vier personeelsleden van het Instituut heeft als opdracht het verhoor te voeren. Een vertegenwoordiger van de Minister kan als waarnemer deelnemen aan het verhoor.

§ 3. De Minister beslist over de schorsing of de intrekking van de erkenning van het centrum binnen een termijn van dertig dagen na het beslissingsvoorstel van het Instituut of van de dag van het verhoor.

Het Instituut wordt ermee belast de kennisgeving van de beslissing aan het centrum over te maken en er de termijnen en beroepsmiddelen nader te bepalen.

§ 4. In geval van intrekking van de erkenning :

1° betaalt het centrum het bedrag overeenstemmend met het bedrag bedoeld in artikel 14, § 5, 1ste streepje, van het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "IFAPME" aan het Instituut terug :

2° draagt het centrum kosteloos de onroerende goederen en uitrustingen die het voorwerp hebben uitgemaakt van de bovenvermelde toelagen overeenkomstig artikel 14, § 5, 2de streepje, van het besluit van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "IFAPME" aan het Instituut over.

In geval van beslissing tot intrekking van de erkenning worden de toelagen gebonden aan de activiteiten van het centrum waarvoor een beslissing tot schorsing door het Instituut is genomen, afgetrokken van het bedrag van de in artikel 13 bedoelde terugbetaling.

§ 5. In geval van beslissing tot schorsing van het geheel of een gedeelte van de toelagen of van beslissing tot schorsing of intrekking van de erkenning kan het centrum een beroep indienen tegen bovenvermelde beslissing bij de Raad van State.

HOOFDSTUK III. — *Directeurs van de centra*

Afdeling 1. — Opdrachten van de directeur

Art. 15. Het dagelijks beheer van een centrum wordt uitgeoefend door een directeur die op de voordracht van het Instituut en het centrum door de Minister erkend is.

In die hoedanigheid vervult de directeur de volgende opdrachten :

1° de uitvoering van het beleid van het Netwerk IFAPME wat het centrum betreft, zoals het door de Regering is bepaald en door het Instituut wordt gecoördineerd, met inachtneming van het jaarlijkse strategische plan en van het pedagogische project van het centrum alsook van de bilaterale overeenkomst gesloten tussen laatstgenoemd en het Instituut;

2° de pedagogische begeleiding en de organisatie van het centrum via de uitvoering van opleidingsfilières volgens de principes en oriëntaties die terzake door het Instituut zijn vastgesteld;

3° het administratieve, financiële, patrimoniale en logistieke beheer van het centrum;

4° het beheer van de pedagogische, educatieve en administratieve human resources en het beheer van de betrekkingen met de actoren van de opleiding, met name bij de ondernemingen, de ouders en de medewerkers van het Instituut;

5° de ontwikkeling van externe samenwerkingen met partners met name opleidingspartners.

De opdrachten van de directeur worden bepaald in een omschrijving van functies en doelstellingen waarvan het model door het Beheerscomité van het Instituut goedgekeurd wordt.

Onverminderd de bepalingen gebonden aan de regeling van de loopbaanbeëindiging vervult de directeur zijn opdrachten volgens een voltijdse arbeidsregeling.

De directeur brengt regelmatig verslag uit over zijn dagelijkse beheer bij de Raad van bestuur van het centrum volgens de door laatstgenoemde bepaalde modaliteiten. Hij zorgt ervoor dat het centrum actief deelneemt aan de raad van het Netwerk IFAPME zoals bedoeld in artikel 20, § 1, van het decreet en werkt met het Instituut aan de logica van het Netwerk IFAPME mee.

Afdeling 2. — Voorwaarden m.b.t. de uitoefening van de functie van directeur

Art. 16. Om als directeur erkend te worden, vervult de kandidaat de volgende voorwaarden :

1° onderdaan zijn van één van de Lidstaten van de Europese Unie;

2° van onberispelijk gedrag zijn en een getuigschrift van goed zedelijk gedrag, model II, in goede en behoorlijke vorm overleggen;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° houder zijn van een diploma van het hoger universitair onderwijs (lange type) en een beroepservaring van minstens vijf jaar hebben inzake enerzijds management en anderzijds vorming en onderwijs;

5° voor het examen bedoeld in artikel 18, § 3, succesvol geslagen zijn.

Indien hij de in het eerste lid, 4°, bedoelde diplomavorwaarde niet vervult :

1° is de kandidaat houder van een diploma van het secundaire onderwijs van het korte type en heeft hij een beroepservaring van minstens acht jaar inzake vorming of onderwijs, waaronder minstens vijf jaar voor een managementfunctie;

2° is de kandidaat houder van een diploma van het hoger universitair onderwijs (lange type) en van een diploma van het hogere niveau afgeleverd aan het einde van een opleiding van minstens twee jaar en heeft hij een ervaring van minstens twaalf jaar inzake enerzijds management en anderzijds vorming of onderwijs, waaronder minstens zeven jaar inzake management.

Afdeling 3. — Vacante betrekking van directeur

Art. 17. § 1. Als een plaats van directeur van een centrum vacant is, verwittigt de raad van bestuur van het centrum het Instituut binnen één maand en bepaalt hij, in overleg met het Instituut, de inhoud en de modaliteiten van de oproep tot de kandidaten alsook de examenmodaliteiten overeenkomstig artikel 18, § 3.

§ 2. In geval van vacante betrekking ten gevolge van de pensionering van de erkende directeur stelt het Instituut de Minister in kennis van de aangenomen modaliteiten binnen een termijn van acht maanden vóór de datum van inwerkingtreding van de pensioenregeling. In de andere gevallen stelt het Instituut de Minister in kennis van de aangenomen modaliteiten binnen een termijn van drie maanden voor het begin van het examen.

Afdeling 4 — Erkenningsprocedure

Art. 18. § 1. De examencommissie bestaat uit :

1° twee leden aangewezen door de raad van bestuur van het centrum, onder wie de voorzitter;

2° de administrateur-generaal van het Instituut, of diens verhindering, een personeelslid van het Instituut van minstens rang A4 aangewezen door het Beheerscomité van het Instituut;

3° een bestuurder van het beheerscomité van het Instituut;

4° één vertegenwoordiger van de Minister van Vorming;

5° een deskundige met een onbetwistbare vaardigheid in onderwijs en vorming en gekozen buiten het Instituut en het centrum;

6° een deskundige die meegewerkt heeft aan de uitvoering van de proef voor de reële werksituatie bedoeld in § 3.

§ 2. De examencommissie onderzoekt de ontvankelijkheid van de kandidaturen op grond van de in artikel 16 bedoelde voorwaarden.

§ 3. Het examen heeft betrekking op de vaardigheden van de kandidaat om een betrekking van directeur uit te oefenen. Het examen kan uit schriftelijke en mondelinge proeven bestaan en omvat, in ieder geval, een proef in de reële werksituatie. De proef in de reële werksituatie wordt uitgevoerd door een gespecialiseerde dienst die door de examencommissie geselecteerd is.

Om geselecteerd te worden, moeten de kandidaten minstens 50 % van de punten voor elke proef en voor elk proefgedeelte en 60 % voor het geheel van de proeven halen.

Op basis van de resultaten van de proeven maakt de examencommissie een voorstel van aanwijzing samen met het verslag van het examen en van de met redenen omklede rangschikking van de kandidaten aan de raad van bestuur over. De raad van bestuur maakt zijn met redenen omkleed aanwijzingsvoorstel aan het Instituut over en voegt daarbij het verslag van het examen en de rangschikking van de kandidaten.

Het beheerscomité van het Instituut doet een met redenen omkleed beslissingsvoorstel aan de Minister binnen twee maanden na ontvangst van het geheel van de elementen van het dossier.

Na verificatie van de naleving van de erkenningsvoorwaarden zoals bepaald in de artikelen 16 tot 18 spreekt de Minister zich uit over de erkenning van de directeur binnen twintig dagen na ontvangst van het volledige dossier. Het Instituut is belast met de mededeling van de beslissing aan de verschillende kandidaten en aan het betrokken centrum.

Afdeling 5. — Onverenigbaarheid

Art. 19. De hoedanigheid van opleider in zijn centrum is onverenigbaar met de uitoefening van de functie van directeur behalve voor een tijdelijke en buitengewone vervanging van een opleider.

Wanneer hij in functie treedt of tijdens de uitoefening van zijn functie van directeur, kan de directeur beroepsactiviteiten uitoefenen voor zover die activiteiten niet nadelig zijn voor de uitoefening van de voltijdse functie en geen bron van belangenconflict of oneerlijke concurrentie ten opzichte van het centrum zijn. In dit geval vraagt hij de machtiging van de raad van bestuur van het centrum die zich bij met redenen omklede beslissing uitspreekt en verwittigt hij het Instituut.

Afdeling 6. — Controle

Onderafdeling 1. — Formatieve evaluatie

Art. 20. § 1. Om de vijf jaar wordt de directeur n door de evaluatiecommissie waarvan de bestanddelen gelijk zijn aan de examencommissie bedoeld in artikel 18, § 1, onderworpen aan een formatieve evaluatie.

De formatieve evaluatie heeft betrekking op de uitvoering van zijn strategisch plan en over de uitvoering van de opdrachten van de directeur zoals voorzien in artikel 15. Een evaluatierooster wordt daartoe door het Instituut vastgesteld.

Een verslag van de formatieve evaluatie wordt aan het Beheerscomité van het Instituut en aan de instellingen van het centrum meegedeeld binnen een maximale termijn van twee maanden volgend op de uitvoering van de evaluatie.

§ 2. Wanneer het verslag van de formatieve evaluatie terughoudend of negatief is, stelt de commissie een schorsing van de erkenning en bepaalt ze een inhaalplan en een maximale termijn aan het einde waarvan een nieuwe evaluatie door de evaluatiecommissie wordt georganiseerd.

Wanneer die nieuwe evaluatie het voorwerp uitmaakt van een negatief verslag, stelt de commissie een intrekking van de erkenning aan de raad van bestuur van het centrum en het Instituut overeenkomstig artikel 21 voor.

Onderafdeling 2. — Intrekking van de erkenning

Art. 21. Wanneer de raad van bestuur van het centrum of het Instituut vaststelt dat de directeur de in artikel 16 bepaalde erkenningsvoorwaarden, de in artikel 19 bepaalde onverenigbaarheidsregels niet meer vervult en zijn verplichtingen niet meer naleeft, deelt het Instituut de volgende inlichtingen bij aangetekend schrijven aan de directeur mede :

- 1° de motiveringen die zijn beslissingsvoorstel rechtvaardigen;
- 2° de modaliteiten betreffende het lopende verhoor waarin de directeur over zijn middelen wordt gehoord;
- 3° zijn recht om het dossier dat de in 1° bedoelde motiveringen bevat, te raadplegen en er een afschrift van te maken vóór het verhoor;
- 4° zijn mogelijkheid om zich tijdens de hele procedure door een raadsheer te laten bijstaan.

Een minimale termijn van dertig dagen wordt nageleefd tussen de datum van zending van het aangetekend schrijven en de voor het verhoor bepaalde datum. Het verhoor vindt plaats volgens dezelfde modaliteiten als die bedoeld in artikel 14, § 2.

Vanaf de dag van het verhoor beschikt het centrum over tien dagen om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

Op grond van het volledige dossier kan het Instituut bij met redenen omklede beslissing de intrekking van de erkenning van de directeur voorstellen. In dit geval vraagt het het advies van de raad van bestuur van het centrum die zich binnen tien dagen na ontvangst van het volledige dossier uitspreekt. Het Instituut richt zijn beslissingsvoorstel aan de Minister en voegt er het volledige dossier en het advies van de raad van bestuur bij.

De Minister beslist uiterlijk binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van het volledige dossier.

In geval van beslissing tot intrekking van de erkenning van de directeur door de Minister is het Instituut belast met de kennisgeving van de beslissing. Het bepaalt er de termijnen en beroepsmiddelen en informeert het centrum over de noodzaak om zich aan te passen aan de erkenningsvoorwaarden van het centrum en in het bijzonder die bedoeld in artikel 4, 4°.

Art. 22. De erkenning van de directeur eindigt van rechtswege :

1° in geval van ontslag van laatstgenoemde vanaf de uitwerkingsdatum ervan;

2° de eerste dag van de maand volgend op zijn pensionering;

3° in geval van overlijden van de directeur;

4° in geval van intrekking van de erkenning van het centrum waarin hij zijn functie uitoefent.

De raad van bestuur van het centrum stelt er onmiddellijk het Instituut en de Minister in kennis van.

Afdeling 7. — Geldtoestand van de directeurs van centra

Art. 23. Wanneer het aantal vormingsuren die voor het centrum gesubsidieerd zijn, gelijk aan of hoger is dan 50 000 uren per jaar gebeurt de subsidiëring van de bezoldiging van de directeur op grond van de toepassing van een referentierooster gelijkwaardig aan de weddeschaal A3 bedoeld in bijlage XIII bij het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. Wanneer dit aantal uren kleiner is dan 50 000 uren is de overwogen referentierooster gelijkwaardig aan de in dezelfde bijlage bedoelde weddeschaal A4.

De in het eerste lid bedoelde bezoldiging dekt de jaarlijkse loon en het vakantiegeld.

Elk ander voordeel dan de in het eerste lid bedoelde bezoldiging dat hoger is dan het bedrag bepaald in de referentierooster bedoeld in het eerste lid, wordt niet gedekt door een toelage toegekend aan het centrum door het Instituut en maakt het voorwerp uit van een voorafgaande kennisgeving aan het Beheerscomité van het Instituut.

HOOFDSTUK IV. — Overgangsmaatregelen

Art. 24. Binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit gaat het Instituut na of de in dit besluit bepaalde erkenningsvoorwaarden van de directeurs nageleefd worden.

Als het Instituut vaststelt dat de voorwaarden nageleefd worden, doet het een voorstel tot handhaving van de erkenning aan de Minister die binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel van het Instituut beslist. Als de ministeriële beslissing in de handhaving van de erkenning voorziet, behoudt de directeur de erkenning.

In geval van niet-naleving van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 16 en 19 is artikel 21 van toepassing.

Art. 25. Binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit maakt het centrum het Instituut een document over waarmee kan worden nagegaan of het de in dit besluit bepaalde erkenningsvoorwaarden naleeft. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag stuurt het Instituut naar de verzoekende instelling hetzij een bericht van ontvangst met de melding dat het dossier volledig is, hetzij een bericht waarbij ze verzocht wordt het dossier aan te vullen. Binnen drie maanden na ontvangst van het volledige dossier gaat het Instituut na of de in dit besluit bepaalde erkenningsvoorwaarden van de centra en in het bijzonder die betreffende de statuten van het centrum bedoeld in artikel 4, 3°, nageleefd worden.

Als het Instituut vaststelt dat de voorwaarden nageleefd worden doet het een voorstel tot handhaving van de erkenning aan de Minister die binnen twee maanden na ontvangst van het voorstel van het Instituut beslist. Als de ministeriële beslissing in de handhaving van de erkenning voorziet, behoudt het centrum de erkenning voor een duur van vijf jaar die begint te lopen op de datum van de beslissing van de Minister.

Als de in artikel 3 bedoelde erkenningsvoorwaarden niet nageleefd worden, kan de Minister op voorstel van het Instituut de erkenning schorsen of intrekken overeenkomstig de artikelen 13 en 14.

Art. 26. In afwijking van artikel 4, 3°, *d)*, blijven de bestuurders die bij de inwerkingtreding van dit besluit in functie zijn, hun lopend mandaat uitoefenen tot de vervaldatum ervan.

HOOFDSTUK V. — Wijzigings- en opheffingsbepalingen

Art. 27. Artikel 8 van het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot bepaling van de financiële tegemoetkomingen van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" wordt vervangen als volgt :

"1° als het Vormingscentrum voldoet aan de erkenningsvoorwaarden bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de voorwaarden betreffende de erkenning van de opleidingscentra voor de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen en van hun directeur van centra;

2° als het Vormingscentrum geleid wordt door een directeur erkend overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 tot bepaling van de voorwaarden betreffende de erkenning van de opleidingscentra voor de zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen en van hun directeur van centra."

Art. 28. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 28 oktober 1991 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de Centra voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen is niet meer van toepassing wat betreft het Franse taalgebied van het Waalse Gewest.

Art. 29. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 1991 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden voor de directeur van het Centrum voor de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen is niet meer van toepassing wat betreft het Franse taalgebied van het Waalse Gewest.

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2014.

Art. 31. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE